# Burundi : les nouveaux tarifs de l’eau et de l’électricité resteront en vigueur

RFI, 08 mars 2012Au Burundi, le collectif contre la vie chÃ¨re, qui regroupe des syndicats et des associations de la sociÃ©tÃ© civile, a lancÃ© un ultimatum au gouvernement, lundi 5 mars : il lui donnait huit jours pour suspendre une deuxiÃ¨me augmentation en six mois du prix de l'eau et de l'Ã©lectricitÃ©. Celle-ci, entrÃ©e en vigueur le 1er mars, multiplie par quatre le prix de l'eau et par trois celui de l'Ã©lectricitÃ©.Mercredi, le pouvoir burundais a engagÃ© des discussions avec la sociÃ©tÃ© civile sur le sujet. Une premiÃ¨re journÃ©e marquÃ©e par la cacophonie.
Le deuxiÃ¨me vice-prÃ©sident burundais, Gervais Rufyikiri, nâ€™a rien voulu cÃ©der. AprÃ¨s trois heures de discussion avec le principaux leaders de la sociÃ©tÃ© civile et plusieurs chefs dâ€™entreprises publiques et privÃ©es, son porte-parole, Melchior Simbaruhije est venu annoncer Ã  la presse que toutes les parties Ã©taient tombÃ©es dâ€™accord sur la nÃ©cessitÃ© de gard vigueur le nouveau tarif de lâ€™eau et de lâ€™Ã©lectricitÃ©.La sociÃ©tÃ© civile du pays avait pourtant lancÃ© il y a quatre jou ultimatum au gouvernement burundais pour quâ€™il suspende sa dÃ©cision. Elle comprend, a assurÃ© Melchior SimbaruhijeÂ :Â Â«Â Ils ne sont pas dÃ©Ã§us parce quâ€™on a dÃ©battu de fond en comble au terme des Ã©changes qui Ã© fructueux. On a trouvÃ© important de garder la mesure Â».Puis la dizaine de reprÃ©sentants de la sociÃ©tÃ© civile du Burundi est sortie des bureaux du deuxiÃ¨me vice-prÃ©sident Gervais Rufyikiri, la mine trÃ¨s sombre. Dans quel Ã©tat dâ€™esprit se trouve CÃ©lestin Nsavyimana, le porte-parole du collectif contre la vie chÃ¨re au BurundiÂ :Â Â«Â Pas du tout satisfait puisque notre dolÃ©ance, la suspension de ces mesures de hausse dâ€™eau et dâ€™Ã©lectricitÃ© nâ€™a pas Ã©tÃ© acceptÃ©e par deuxiÃ¨me vice-prÃ©sident. Donc on va se rÃ©fÃ©rer Ã  nos comitÃ©s. Des membres vont dÃ©cider de la suiteÂ Â».Câ€™est dialogue de sourds qui prÃ©vaut aujourdâ€™hui entre la sociÃ©tÃ© civile burundaise et des dirigeants accusÃ©s dâ€™Ãªtre de privilÃ©giÃ©s puisquâ€™ils ne paient pas dâ€™impÃ´ts et qu'ils bÃ©nÃ©ficient pour la plupart de la gratuitÃ© de lâ€™eau et d